

# الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MISSION PERMANENTE  
AUPRÈS DE L'OFFICE DES NATIONS UNIES  
ET DES ORGANISATIONS INTERNATIONALES  
EN SUISSE



البعثة الدائمة  
لدى مكتب الأمم المتحدة  
والمنظمات الدولية بسويسرا

N° : MPAG/A.H/.....336...../17

La Mission permanente de la République Algérienne Démocratique et Populaire auprès de l'Office des Nations Unies et des Organisations internationales en Suisse présente ses compliments au Bureau du Haut-Commissariat des Nations Unies aux Droits de l'Homme, et comme suite à sa note du 10 avril 2017 relative à la demande de contribution concernant la mise en œuvre de la résolution A/RES/71/195 de l'Assemblée Générale relative à « la lutte contre l'intolérance, les stéréotypes négatifs, la stigmatisation, la discrimination, l'incitation à la violence, fondés sur la religion ou la conviction », a l'honneur de lui faire parvenir, en annexe, la contribution du Gouvernement algérien en la matière.

La Mission permanente de la République Algérienne Démocratique et Populaire auprès de l'Office des Nations Unies et des Organisations internationales en Suisse saisit cette occasion pour renouveler au Bureau du Haut-Commissariat des Nations Unies aux Droits de l'Homme, l'assurance de sa haute considération.



Genève, le 13 juin 2017

Bureau du Haut-Commissariat des Nations Unies aux Droits de l'Homme,

Palais Wilson

52 Rue des Pâquis

CH-1201 Genève, Suisse

**OHCHR REGISTRAR**

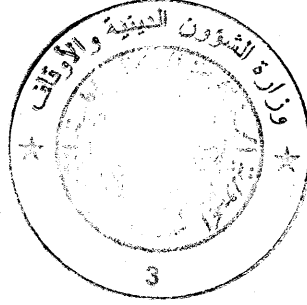
15 JUIN 2017

Recipients : .....A.D.S.....

Enclosure .....A. enclosed  
ent 6 T.T

# الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

## وزارة الشؤون الدينية والأوقاف



Mise en œuvre de la résolution A/RES/71/195 de l'assemblée générale afférente à la lutte contre l'intolérance, les stéréotypes négatifs, la stigmatisation, la discrimination, l'incitation à la violence et la violence fondés sur la religion ou la conviction.

La contribution du ministère des Affaires Religieuses et des Wakfs

Mai 2017

Mise en œuvre de la résolution A/RES/71/195

de l'assemblée générale afférente à la lutte contre l'intolérance, les stéréotypes négatifs, la stigmatisation, la discrimination, l'incitation à la violence et la violence fondés sur la religion ou la conviction.

L'Algérie en souscrivant aux diverses conventions et traités internationaux, entend soutenir sa ferme intention de respecter les droits de l'homme et les libertés fondamentales.

Son adhésion au pacte international relatif aux droits civils et politiques (en vertu du décret présidentiel n° 89-67 du 16 mai 1989) lui a valu, plus que le respect consacré dans la culture nationale, voire culturelle, la garantie de la liberté de culte, mais surtout le respect de l'autre.

L'appellation même du ministère (ministère des affaires religieuses) par le terme général d'affaires religieuses traduit le souci de l'Etat de respecter toutes les religions monothéistes, pourtant largement minoritaires.

Ainsi, le ministère accorde le même statut à tous les hommes de culte qu'ils soient musulmans, chrétiens ou juifs. Tous bénéficient des mêmes privilèges et des mêmes droits.

Cette même adhésion s'est traduite à travers sa loi fondamentale, qui est la Constitution qui énonce, dans ses articles 38, 39 40, 41 et 42 que :

« - Les libertés fondamentales et les droits de l'Homme et du Citoyen sont garantis.

Ils constituent le patrimoine commun de tous les algériens et algériennes, qu'ils ont le devoir de transmettre de génération en génération pour le conserver dans son intégrité et son inviolabilité (Art. 38.).

- La défense individuelle ou associative des droits fondamentaux de l'Homme et des libertés individuelles et collectives est garantie (Art. 39).

- L'Etat garantit l'inviolabilité de la personne humaine.

Toute forme de violence physique ou morale ou d'atteinte à la dignité est proscrite.

Les traitements cruels, inhumains ou dégradants sont réprimés par la loi. ( Art 40),

- Les infractions commises à l'encontre des droits et libertés, ainsi que les atteintes physiques ou morales à l'intégrité de l'être humain sont réprimées par la loi (Art 41)

Et l'article 42, qui stipule que : « - la liberté de conscience et la liberté d'opinion sont inviolables.

La liberté d'exercice du culte est garantie dans le respect de la loi. »

De même, la mise en place de certaines mesures d'ordre législatif, en vue de permettre aux citoyens de pratiquer librement leur culte, s'est imposée de facto.

C'est dans ce cadre que s'inscrit l'ordonnance n°06-02 bis du 28 février 2006 fixant les règles d'exercice des cultes autres que musulman, qui dispose que :

- **Article 2** : « L'Etat algérien dont la religion est l'Islam garantit le libre exercice du culte, dans le cadre du respect des dispositions de la Constitution, de la présente ordonnance, des lois et règlement en vigueur, de l'ordre public, des bonnes mœurs et des droits et libertés fondamentaux des tiers.

- L'Etat garantit la tolérance et le respect entre les différentes religions ».

- Dans son **article 3**, il est souligné que l'Etat protège les associations religieuses des cultes autres que musulman.

- Le législateur a érigé en infraction, le fait pour toute personne de prêcher à l'intérieur des édifices destinés à l'exercice du culte sans y être désignée, agréée ou autorisée par l'autorité religieuses de sa confession et par les autorités algériennes compétentes en vertu de l'article 13 de la même ordonnance 06-02 bis du 28 février 2006.

Un traitement égal est opposable à l'exercice du culte musulman, religion majoritaire, puisque la même infraction est prévue par l'article 87 bis 10 du code pénal, qui punit toute personne qui prêche dans une mosquée ou tout autre lieu public consacré à la prière, sans être nommée, agréée ou autorisée à cette fin par l'autorité publique habilitée ;

- L'**Article 4** proscrit l'utilisation de l'appartenance religieuse comme élément discriminatoire à l'égard d'une personne ou d'un groupe de personnes.

- La création des associations à caractère religieux, lesquelles sont habilitées à organiser le culte à titre collectif, est soumise à la même réglementation.

Le gouvernement algérien, dans sa gestion globale de toutes les questions liées à la lutte contre toute forme d'intolérance, de stigmatisation, de discrimination, d'incitation à la violence et de violence, voire d'extrémisme ou de fanatisme, fondés ou ayant pour motif la religion ou la conviction religieuse, a sans cesse mis en avant une logique de lutte globale pluridimensionnelle qui est impulsée depuis la mosquée, en sa qualité d'institution religieuse et sociale qui assure une mission de service public et qui a pour objectif essentiel de promouvoir les valeurs saines de la religion.

C'est à ce titre, que la mosquée dispense un discours de tolérance, d'ouverture et d'impulsion d'une volonté de rapprochement de l'autre, en direction de la société algérienne (près de 20.000.000 de fidèles rejoignent la mosquée quotidiennement).

Un discours soigneusement étudié et accompagné pour délivrer un message de paix, de tolérance, d'ouverture et de coexistence pacifique avec l'autre, en vue de préserver la stabilité de la société et du référent culturel sain.

Dans le même ordre d'idées, le ministère des affaires religieuses et des wakfs, doté dans son organigramme d'une inspection générale qui est tenue de par sa mission, ( des inspecteurs centraux en mission sur tout le territoire national) de relever tout manquement ou pratique contraire à la déontologie de la mosquée, qui en vertu du décret exécutif n° 13-377 du 09 novembre 2013 (journal officiel n° 58 de 2013) lui confère un rôle et une mission qu'elle se doit de respecter et auxquels elle doit s'y conformer, de par ses fonctions et sa déontologie.

Le titre II dudit décret : «**Fonctions et déontologie de la mosquée**», sous le chapitre 1er, intitulé «**Fonctions de la mosquée**», dispose que :

**Art. 8-** la mosquée assure une fonction d'orientation qui consiste à ordonner le bien et à proscrire le mal : elle contribue notamment à :

- Renforcer l'unité religieuse et nationale par l'orientation et la prédication religieuse ;
- Préserver la société contre les idées fanatiques extrémistes et exagérées ;
- Enraciner et consolider les valeurs de tolérance et de solidarité ;
- Lutter contre la violence et la haine ;
- Contrer tout ce qui pourrait porter atteinte au pays.

Et le chapitre 2, intitulé «**Déontologie de la mosquée**» énonce en son **Art. 12** :

« - Il est interdit d'exploiter les mosquées en vue de porter préjudice à des personnes ou à des groupes. ».

A coté de ces mesures législatives, des mesures d'ordre réglementaire voire organisationnel ont permis :

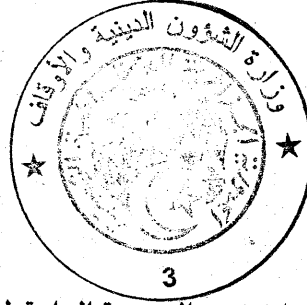
- L'amélioration des programmes de formation et des méthodes d'enseignement en direction des agents du culte, à même de lutter contre toute forme d'extrémisme violent ;
- Le suivi et la supervision du discours religieux délivré au sein de la mosquée pour parer à tout dépassement et se prémunir des concepts extrémistes.

Telle est la politique algérienne de lutte contre ces fléaux, contraires aux valeurs et aux préceptes énoncés par l'Islam et prônés en son nom, car l'Islam de par son appellation même, est paix



# الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

## وزارة الشؤون الدينية والأوقاف



تنفيذ التوصية رقم 195/ج/71 الصادرة عن الجمعية العامة لمنظمة الأمم المتحدة حول نبذ ومكافحة  
اللاتسامح والأفكار الثابتة والوسم والتمييز والتحريض على استعمال العنف واللجوء إلى العنف بعنوان  
الدين أو المعتقد.

مساهمة وزارة الشؤون الدينية والأوقاف

الجمعية العامة لمنظمة الأمم المتحدة حول نيز  
ومكافحة اللا تسامح والأفكار الثابتة والوسم والتمييز والتحرير على استعمال العنف و  
اللجوء إلى العنف بعنوان الدين أو المعتقد.



إن الجزائر حينما صادقت على مختلف الاتفاقيات الدولية و المواثيق الدولية، إنما كانت  
تعترم تأكيد نيتها وعزمها لاحترامها لحقوق الإنسان ز الحريات الأساسية.

و مصادقتها على الميثاق الدولي الخاص بالحقوق المدنية و السياسية ( بموجب المرسوم  
الرئاسي رقم 67-89 بتاريخ 16 مايو 1989) أناطها الاحترام المكرس في الثقافة الوطنية  
و العقائدية ، بل أكثر من ذلك أكد ضمان حرية المعتقد و احترام حرية الآخر.

حيث أن تسمية الوزارة في حد ذاتها (وزارة الشؤون الدينية) بالتسمية العامة التي تتميز بها  
إنما فيها دلالة على مدى حرص الدولة الجزائرية على احترام كل الديانات التوحيدية  
التي تعدّ في عداد الأقلية.

فوزارة الشؤون الدينية و الأوقاف تتعامل بنفس المنطق مع كل رجال الدين على حدّ سواء  
دون تمييز، سواء كانوا مسلمين أو مسيحيين أو يهود.  
كلهم يتمتعون بنفس الامتيازات و نفس الحقوق .

و هذه المصادقة تتجسد من خلال الدستور الذي يعدّ القانون الأساسي و الأسى بامتياز  
و هو ينصّ في مواده 38 39 40 و 41 و 42 :

"- الحريّات الأساسية و حقوق الإنسان و المواطن مضمونة .

-وتكوّن تراثا مشتركا بين جميع الجزائريين و الجزائريات، واجبهم أن ينقلوه من جيل إلى جيل  
كي يحافظوا على سلامته، و عدم انتهاك حرّمته. (المادة 38).

-الدفاع الفرديّ أو عن طريق الجمعية عن الحقوق الأساسية للإنسان و عن الحريّات  
الفردية و الجماعية، مضمون. (المادة 39).

-تضمن الدولة عدم انتهاك حرمة الإنسان.

-ويُحظر أيّ عنف بدنيّ أو معنويّ أو أيّ مساس بالكرامة.

- المعاملة القاسية أو اللا-إنسانية أو المهينة يقيمها القانون. (المادة 40).

- يعاقب القانون على المخالفات المرتكبة ضدّ الحقوق والحريّات، وعلى كلّ ما يمسّ سلامة الإنسان البدنيّة والمعنويّة. (المادة 41).

-لا مساس بحُرمة حرّيّة المعتقد، وحُرمة حرّيّة الرأْي.

-حرية ممارسة العبادة مضمونة في ظل احترام القانون. (المادة 42).

إن وضع بعض الآليات والإجراءات ذات طابع تنظيمي بغرض تمكين المواطنين من ممارسة شعائرهم الدينية بكل حرية، فرضت نفسها.

فالأمر رقم 02-06 مكرر المؤرخ في 28 فبراير 2006 المحدد لقواعد ممارسة الشعائر الدينية لغير المسلمين، ينص على ما يأتي :

- المادة 2: تضمن الدولة الجزائرية التي تدين بالإسلام حرية ممارسة الشعائر الدينية في إطار احترام أحكام الدستور وأحكام هذا الأمر والقوانين والتنظيمات السارية المفعول واحترام النظام العام والآداب العامة وحقوق الآخرين وحرّيتهم الأساسية.

-كما تضمن الدولة التسامح والاحترام بين مختلف الديانات.

-وتؤكد المادة 3 على استفادة الجمعيات الدينية من حماية الدولة.

- المادة 3: تستفيد الجمعيات الدينية لغير المسلمين من حماية الدولة .

- إن المشرع الجزائري صنف بالمخالفة، كل خطاب يكون داخل المباني المخصصة لممارسة الشعائر الدينية دون أن تعينه أو تعتمده أو ترخص له بذلك سلطته الدينية أو السلطات الجزائرية المختصة، وفقا لما تنص عليه المادة 13 من نفس الأمر (02-06 مكرر) المؤرخ

في 28 فبراير 2006 .



ونفس المعاملة تخضع لها ممارسة شعائر الدين الإسلامي، الذي يعدّ الديانة ذات الأغلبية حيث تنص المادة 87 مكرر 10 من قانون العقوبات :

" المادة 87 مكرر 10: يعاقب بالحبس من سنة ( 1 ) إلى ثلاث ( 3 ) سنوات وبغرامة من 10.000 دج إلى 100.000 دج كل من أدى خطبة أو حاول تأديتها داخل مسجد أو في أي مكان عمومي تقام فيه الصلاة دون أن يكون معينا أو معتمدا من طرف السلطة العمومية المؤهلة أو مرخصا له من طرفها للقيام بذلك.

ويعاقب بالحبس من ثلاث ( 3 ) سنوات إلى خمس ( 5 ) سنوات وبغرامة من 50.000 دج إلى 200.000 دج لمن أقدم، بواسطة الخطب أو بأي فعل، على أعمال مخالفة للمهمة النبيلة للمسجد أو يكون من شأنها المساس بتماس المجتمع أو الإشادة بالأفعال المشار إليها في هذا القسم."

-بينما تنص المادة 4 على حضر استعمال الانتماء الديني كعنصر تمييز ضد شخص أو جماعة أشخاص .

"المادة 4: يحضر استعمال الانتماء الديني كأساس للتمييز ضد أي شخص أو جماعة."

-وهو نفس التشريع الذي يخضع له إنشاء الجمعيات ذات الطابع الديني، التي تعدّ المؤهلة لتنظيم ممارسة الشعائر الدينية بصفة جماعية.

إن الحكومة الجزائرية في تسييرها الشامل لكل القضايا المرتبطة بمكافحة كل أشكال رفض الآخر و الوسم و التمييز و التحريض على استعمال العنف و اللجوء إلى العنف بل و حتى التطرف أو التشدد بعنوان الدين أو الاعتقاد، ما فتئت تبرز منطلقا شموليا متعدد الأبعاد يأخذ نقطة انطلاقه من المسجد، بصفته المؤسسة الدينية والاجتماعية التي تتولى وظيفة الخدمة العمومية و التي يبقى مقصدها الأساس ترقية القيم الصحيحة للإسلام.





و بهذه الصفة، فإن المسجد يصدر خطاب يحث على التسامح و التفتح و إرادة التقرب من الغير، باتجاه المجتمع الجزائري (علما و أن أكثر من 20.000.000 مصلي يرتاد المسجد).

وهو نفس الخطاب الذي يخضع لمرافقة و دراسة بغرض إصدار رسالة السلام و التسامح و الانفتاح و التعايش السلمي مع الآخر، ليس إلا للحفاظ على استقرار المجتمع و على المرجعية الدينية الصحيحة.

في نفس السياق ، فإن وزارة الشؤون الدينية و الأوقاف، تشتمل في هيكلتها على مفتشية عامة التي تلتزم وفق المهام المنوطة بها(مفتشون مركزيون يتولون مهمة التفتيش عبر كامل القطر الوطني ) مهمة التحري حول كل تجاوز أو سلوك مخالف لأداب المسجد، و الذي يخول له المرسوم التنفيذي رقم 13-377 المؤرخ في 9 نوفمبر 2013 (جريدة رسمية في عددها 58) دورا و وظيفة ينبغي أن يحترمهما و الذين لا بد من الامتثال لهما ، من خلال احترام المهام و الآداب الخاصو به.

حيث تنص المادة 8 من الفصل الأول : "وظائف المسجد" من الباب الثاني "وظائف المسجد و آدابه" من المرسوم المتوّه على أن :

الفصل الأول: وظائف المسجد

"المادة 8: يضطلع المسجد بوظيفة توجيهية عن طريق الأمر بالمعروف والنهي عن المنكر من خلال المساهمة، على الخصوص في:

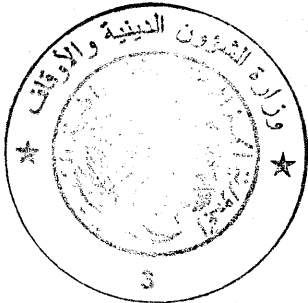
- تعزيز الوحدة الدينية والوطنية عن طريق دروس الوعظ والإرشاد،

- حماية المجتمع من أفكار التطرف والتعصب والغلو،

- ترسيخ قيم التسامح والتضامن في المجتمع وتثبيتها،

- مناهضة العنف والكرهية،

- سد كل ما يسيء إلى الوطن ."



وينص الفصل الثاني في المادة 12 منه على :

الفصل الثاني : آداب المسجد

"المادة 12: يمنع استغلال المساجد للإساءة إلى الأفراد أو الجماعات."

وفضلا عن هذه الإجراءات التشريعية ، مكنت بعض الإجراءات التنظيمية من :

- باتجاه تحسين وترقية مناهج التعليم القرآني والتكوين ووسائله بما يضمن مواجهة التطرف العنيف.

- متابعة ومراقبة الخطاب الديني المسجدي، لتفادي المفاهيم المتطرفة.

تلكم هي السياسة الجزائرية حول مكافحة هذه الآفات المخالفة للقيم و المبادئ التي يحث عليها الدين الإسلامي والتي تعدّ عنوانا له لأن الإسلام في حد ذاته سلام.

